



Jeudi 24 Octobre 2024



Ministère des Finances: réunion de coordination sur le financement de l'économie nationale



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion de coordination réunissant les directeurs généraux des banques publiques et les principaux acteurs du marché financier, afin d'examiner les dossiers liés au financement de l'économie nationale, à la mobilisation des ressources, à la réforme du marché financier, ainsi qu'à la régulation des importations.

Selon un communiqué du ministère, cette rencontre tenue hier mardi au siège du ministère des Finances, s'est déroulée également en présence du représentant de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), le directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), le directeur général du trésor et de la comptabilité, ainsi que des représentants du secteur des douanes.

Dans son discours d'ouverture, le ministre, cité dans le communiqué, a souligné l'importance de ces réunions de concertation régulières, qu'il a instaurées depuis plus d'un an, afin de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur bancaire et financier, tout en précisant que cette réunion rassemble un large panel de participants pour aborder les divers canaux de financement de l'économie et la gestion des opérations de commerce extérieur.

Les banques, le marché financier, le FNI, le Trésor et la direction générale des Douanes, avec la participation de la CTRF, jouent un "rôle central" dans cette dynamique, indique le ministre mettant l'accent sur l'importance de la sensibilisation aux risques liés aux opérations de commerce extérieur.



Des réformes importantes engagées pour faire de l'Algérie une destination incontournable des IDE



Des réformes importantes ont été mises en œuvre par le gouvernement pour créer un climat d'affaires attractif et pour faire de l'Algérie une "destination incontournable" pour les investissements directs étrangers (IDE), a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

M. Faïd s'exprimait dans un entretien accordé au magazine bimensuel "Visions d'Algérie", dans lequel il a abordé les principales questions en rapport avec la situation financière et les réformes engagées pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique.

Dans ce contexte, le ministre a fait état d'importants efforts déployés pour atteindre cet objectif, en évoquant "la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes", notamment la numérisation de l'administration des finances et des services publics visant, à simplifier les démarches administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre d'améliorer l'efficacité des services et de renforcer la transparence et la responsabilité.

"Nous aspirons à positionner l'Algérie comme une destination incontournable pour les investissements directs étrangers (IDE), tout en bâtissant une économie résiliente et diversifiée", a-t-il souligné, énumérant d'autres actions entreprises dans ce cadre.

Il s'agit notamment de la création de guichets uniques pour les investisseurs, des facilités pour l'accès à l'information et aux services nécessaires pour lancer et développer des activités en Algérie.



Réunion du Gouvernement : examen d'avant-projets de loi relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'avant-projets de loi relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 23 octobre 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi organique modifiant et complétant la loi organique 98-03 du 3 juin 1998 relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du tribunal des conflits, en vue de permettre à cette haute instance judiciaire de remplir au mieux et de la manière la plus efficace son rôle dans le cadre de la révision des lois relatives au secteur de la justice.

Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des directives de monsieur le Président de la République relatives à la modernisation du système de gestion portuaire et à l'identification des mécanismes efficaces pour la création d'une autorité portuaire, le Gouvernement a examiné un avant-projet de la loi modifiant et complétant l'ordonnance 76-80 du 23 octobre 1976, portant code maritime, dans le cadre de la politique visant à moderniser les ports nationaux et les activités commerciales, ainsi que le renforcement des missions régaliennes exercées au niveau des ports de commerce et de pêche.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Bourse d'Alger peut constituer un moyen de financement de l'économie nationale

Le Directeur général de la Bourse d'Algérie, Yazid Benmouhoub a indiqué, mercredi à Oran, que la Bourse d'Algérie peut constituer un moyen de financement de l'économie nationale et jouer un rôle central dans la réalisation des objectifs d'inclusion financière.

En marge d'une journée scientifique organisée par l'Ecole supérieure d'économie d'Oran en coopération avec la compagnie d'assurance "Natixis Algérie" sous le thème "Inclusion financière, fintech et cybersécurité : nouveaux défis et opportunités pour les banques algériennes", M. Benmouhoub a déclaré à la presse que "la Bourse est un bien des banques, des entreprises et des investisseurs et un complément au financement classique".

Elle a un rôle de réduire la tension sur le système bancaire à travers différents fonds d'investissement qui permettent aux sociétés une nouvelle gouvernance qui les qualifie d'intégrer le marché des transactions, a-t-il expliqué.

Il a rappelé que les pouvoirs publics ont commencé à inclure de nouvelles formules de financement, comme la banque islamique, tout en accordant une plus grande importance au financement à travers le marché, signalant que l'année 2024 a été marquée par l'entrée d'une première banque publique à la Bourse d'Algérie à savoir le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) sur orientation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en attendant également l'entrée de la Banque de Développement Local (BDL) dans les prochains mois, ce qui portera à sept le nombre d'entreprises cotées en bourse.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Organisation de la 1ère édition de la Conférence africaine de l'exportation et de la logistique lundi prochain à Alger

La première édition de la Conférence africaine de l'exportation et de la logistique se tiendra lundi prochain, dans le but de rapprocher l'exportateur de l'importateur, en impliquant tous les acteurs de ce processus économique, notamment à la lumière des accords de la Zone de libre-échange africaine (ZLECAF) auxquels l'Algérie a adhéré, a indiqué mercredi un communiqué de la société organisatrice.

La Conférence qui sera organisée à l'hôtel Sheraton d'Alger par la société d'études économiques et développement des investissements (SEEDI), vise à mettre en exergue "les nouvelles dispositions et avantages mises en place par l'Etat au profit des exportateurs algériens pour

optimiser leurs opérations commerciales en Afrique dans le cadre des accords de la ZLECAF, tout en rapprochant l'exportateur de l'importateur par l'implication de tous les acteurs dans cette importante démarche économique", précise le communiqué.



Financement bancaire de l'économie nationale : Les banques au guichet



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé une réunion de coordination avec les directeurs généraux des banques publiques et les principaux acteurs du marché financier, afin d'examiner les dossiers liés au financement de l'économie nationale, à la mobilisation des ressources, à la réforme du marché financier, ainsi qu'à la régulation des importations.

Dans son discours d'ouverture, M. Faïd a souligné l'importance de ces réunions de concertation régulières, instaurées depuis plus d'un an, afin de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur bancaire et financier, tout en précisant que cette réunion rassemble un large panel de participants, pour aborder les divers canaux de financement de l'économie et la gestion des opérations de commerce extérieur. Les banques, le marché financier, le FNI, le Trésor et la direction générale des Douanes, avec la participation de la CTRF, jouent un «rôle central» dans cette dynamique, indique le ministre, mettant l'accent sur l'importance de la sensibilisation aux risques liés aux opérations de commerce extérieur.

Les principaux axes abordés durant cette réunion incluaient le financement bancaire de l'économie et la collecte des ressources, où chaque banque a présenté un état des lieux de ses efforts de financement de l'économie et de mobilisation des ressources, notamment celles issues de l'épargne en dehors des circuits officiels.

Faïd, à propos de l'attractivité des IDE : «Nous voulons faire de l'Algérie une destination incontournable»



Des réformes importantes ont été mises en œuvre par le Gouvernement pour créer un climat d'affaires attractif et faire de l'Algérie une «destination incontournable» pour les investissements directs étrangers (IDE), a indiqué le ministre des Finances, Laâziz Faïd. M. Faïd s'exprimait dans un entretien accordé au magazine bimensuel Visions d'Algérie, dans lequel il a abordé les principales questions en rapport avec la situation financière et les réformes engagées pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique.

Dans ce contexte, le ministre a fait état d'importants efforts déployés pour atteindre cet objectif, en évoquant «la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes», notamment la numérisation de l'administration des finances et des services publics visant à simplifier les démarches administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre d'améliorer l'efficacité des services et de renforcer la transparence et la responsabilité.

Attractivité des investissements : Meilleures perspectives en vue

Dans un contexte mondial en pleine mutation, marqué par la quête de nouvelles sources d'énergie et la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement, l'Algérie se positionne comme un acteur économique en pleine transformation.

Les réformes économiques commencent à porter leurs fruits, attirant un afflux croissant d'investissements directs étrangers (IDE). Ces réformes, intégrées à une stratégie de diversification et de modernisation de l'économie, visent à rendre le pays plus résilient, tout en renforçant son attractivité sur la scène internationale. Les chiffres confirment l'efficacité des réformes : avec 1,216 milliard de dollars d'IDE en 2023, l'Algérie se hisse au 14e rang des pays

africains les plus attractifs, selon le rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).



Les orientations stratégiques de Laaziz Faïd



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, ce mercredi, au siège du ministère, une réunion de coordination qui a réuni les directeurs généraux des banques publiques et les principaux acteurs du marché financier, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, à laquelle a été également présent le représentant de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), le directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), le directeur général du Trésor et de la comptabilité, ainsi que des représentants du secteur des Douanes, « vise à étudier plusieurs dossiers stratégiques relatifs au développement de l'économie nationale, au financement bancaire et à la mobilisation des ressources, ainsi qu'à la réforme du marché financier », précise le communiqué.

Dans son discours d'ouverture, le ministre a souligné l'importance de ces réunions consultatives régulières qu'il préside depuis un an, afin « de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur bancaire et financier ».

[Loi de finances 2025 : un projet visionnaire pour répondre aux défis sociaux et économiques](#)

Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025, actuellement examiné par la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), se présente comme un vecteur de dynamisme pour l'économie algérienne avec des mesures et des nouvelles dispositions stratégiques.

L'expert fiscaliste Boubekour Sellami a exprimé, ce mercredi, des réflexions sur ce projet de loi et son impact sur l'économie nationale, saluant l'engagement du Président Abdelmadjid Tebboune à ne pas introduire de nouvelles taxes en 2025, qualifiant cette décision de «mesure importante».

«L'IFU, une disposition phare du PLF 2025»

Les nouvelles dispositions incluses dans le PLF 2025 «visent notamment à booster le pouvoir d'achat du citoyen et l'économie nationale, tout en allant vers des niches fiscales pour générer d'autres ressources pour pouvoir assurer la dépense publique», selon l'expert.

Sellami a mis l'accent, lors de son intervention dans l'émission «L'invité du jour» de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, sur l'impôt forfaitaire unique (IFU) comme «une disposition phare du PLF 2025». Il a souligné que l'IFU, qui a eu un coût très fort en 2015, «sera basé sur un contrat sur l'administration fiscale et le contribuable». Ce changement vise à rendre le système fiscal plus juste et efficace.



[Ministère des Finances : réunion de coordination sur le financement de l'économie nationale](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion de coordination réunissant les directeurs généraux des banques publiques et les principaux acteurs du marché financier, afin d'examiner les dossiers liés au financement de l'économie nationale, à la mobilisation des ressources, à la réforme du marché financier, ainsi qu'à la régulation des importations.

Selon un communiqué du ministère, cette rencontre tenue hier mardi au siège du ministère des Finances, s'est déroulée également en présence du représentant de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), le directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), le directeur général du trésor et de la comptabilité, ainsi que des représentants du secteur des douanes.

Dans son discours d'ouverture, le ministre, cité dans le communiqué, a souligné l'importance de ces réunions de concertation régulières, qu'il a instaurées depuis plus d'un an, afin de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur bancaire et financier, tout en précisant que cette réunion rassemble un large panel de participants pour aborder les divers canaux de financement de l'économie et la gestion des opérations de commerce extérieur.

Les banques, le marché financier, le FNI, le Trésor et la direction générale des Douanes, avec la participation de la CTRF, jouent un « rôle central » dans cette dynamique, indique le ministre mettant l'accent sur l'importance de la sensibilisation aux risques liés aux opérations de commerce extérieur.



Faid : « Nous aspirons à positionner l'Algérie comme une destination incontournable pour les IDE »

Des réformes importantes ont été mises en œuvre par le gouvernement pour créer un climat d'affaires attractif et pour faire de l'Algérie une « destination incontournable » pour les investissements directs étrangers (IDE), a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faid.

M. Faid s'exprimait dans un entretien accordé au magazine bimensuel « Visions d'Algérie », dans lequel il a abordé les principales questions en rapport avec la situation financière et les réformes engagées pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique.

Dans ce contexte, le ministre a fait état d'importants efforts déployés pour atteindre cet objectif, en évoquant « la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes », notamment la numérisation de l'administration des finances et des services publics visant, à simplifier les démarches administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre d'améliorer l'efficacité des services et de renforcer la transparence et la responsabilité.

Faire de l'Algérie une destination incontournable pour les IDE



Des réformes importantes ont été mises en œuvre par le gouvernement pour créer un climat d'affaires attractif et pour faire de l'Algérie une « destination incontournable » pour les investissements directs étrangers (IDE), a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

Dans un entretien accordé au magazine bimensuel « Visions d'Algérie », Faïd a abordé les principales questions en rapport avec la situation financière et les réformes engagées pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique.

Numérisation de l'administration des finances et des services publics

Dans ce contexte, Faïd a fait état d'importants efforts déployés pour atteindre cet objectif, en évoquant « la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes », notamment la numérisation de l'administration des finances et des services publics visant, à simplifier les démarches administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre d'améliorer l'efficacité des services et de renforcer la transparence et la responsabilité.



Faïd: des réformes importantes engagées pour faire de l'Algérie une destination incontournable des IDE

Le gouvernement a mis en place des réformes majeures pour faire de l'Algérie une « destination incontournable » pour les investissements directs étrangers (IDE), a déclaré le ministre des Finances, Laaziz Faïd dans un magazine spécialisé. Ces efforts incluent la numérisation de l'administration des finances et des services publics, afin de simplifier les démarches administratives et améliorer l'efficacité des services.

Dans un entretien avec le magazine *Visions d'Algérie*, Faïd a souligné que l'objectif est de positionner l'Algérie comme un pôle d'attraction pour les IDE, tout en renforçant la transparence et la responsabilité. Parmi les mesures, il a mentionné la création de guichets uniques pour les investisseurs et des facilités d'accès à l'information pour soutenir le développement des activités économiques dans le pays.

Le ministre a aussi mis en avant le lancement du système d'information des douanes ALCES, qui a optimisé les performances de l'administration douanière, ainsi que les efforts pour promouvoir les paiements électroniques et moderniser le secteur financier. Selon lui, ces initiatives, combinées à des réformes structurelles, créeront un environnement plus attractif pour les investisseurs étrangers.



[L'Algérie se transforme en hub d'investissement grâce à des réformes stratégiques](#)

Le gouvernement algérien a mis en œuvre des réformes ambitieuses pour améliorer le climat des affaires et faire de l'Algérie une « destination incontournable » pour les investissements directs étrangers (IDE), a affirmé le ministre des Finances, Laaziz Faïd, lors d'un entretien accordé au magazine « Visions d'Algérie ».

Dans cette interview, Faïd a abordé les défis et les avancées économiques du pays, soulignant les efforts considérables déployés pour attirer des investisseurs étrangers et soutenir les ambitions de développement économique. Parmi les réformes majeures, il a cité la numérisation de l'administration des finances et des services publics, une mesure visant à simplifier les procédures administratives, réduire les délais de traitement des dossiers et renforcer la transparence.

« Notre objectif est de positionner l'Algérie comme une destination privilégiée pour les IDE, tout en construisant une économie résiliente et diversifiée », a déclaré le ministre. Il a également mentionné la création de guichets uniques pour les investisseurs, facilitant ainsi l'accès à l'information et aux services nécessaires pour lancer et développer des activités dans le pays.

L'année 2025 marquera une étape charnière pour l'économie nationale, selon Faïd



Le Ministre des Finances, Laaziz FAID, a présidé hier, une réunion de coordination au siège du ministère, rassemblant les directeurs généraux des banques publiques, les principaux acteurs du marché financier, un représentant de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier (CTRF), ainsi que le Directeur Général du Fonds National d'Investissement (FNI) et le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité, en présence de représentants du secteur des douanes. Cette rencontre visait à examiner des dossiers stratégiques relatifs au développement de l'économie nationale, au financement bancaire, à la mobilisation des ressources et à la réforme du marché financier.

Au cours de son discours d'ouverture, Faïd a souligné l'importance des réunions de concertation régulières, instaurées depuis plus d'un an, pour renforcer la synergie entre les acteurs du secteur bancaire et financier. Il a mis en exergue les différents canaux de financement de l'économie et la gestion des opérations de commerce extérieur, en insistant sur le rôle clé des banques, du marché financier, du FNI, du Trésor et de la Direction Générale des Douanes, avec la participation de la CTRF. Il a également souligné la nécessité de sensibiliser sur les risques associés aux opérations de commerce extérieur.

Concernant le financement bancaire et la collecte des ressources, chaque banque a présenté un bilan de ses efforts pour financer l'économie et mobiliser des ressources, y compris celles issues de l'épargne hors des circuits officiels. La nécessité de mobiliser toutes les niches potentielles et de lutter contre le marché informel a été évoquée, tout en soulignant l'importance d'élargir l'inclusion économique et financière. Les banques ont été appelées à intensifier leurs efforts

pour récupérer les ressources thésaurisées et à conseiller les investisseurs dans la réalisation de leurs projets.



Laaziz Faïd : « Les banques publiques doivent mobiliser toutes les niches potentielles »

Le Ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé une réunion de coordination réunissant les directeurs généraux des banques publiques, les principaux acteurs du marché financier, le représentant de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier (CTRF), le Directeur Général du Fonds National d'Investissement (FNI), ainsi que le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité. Des représentants du secteur des douanes étaient également présents.

L'objectif de cette rencontre, précise un communiqué du ministère, est « d'examiner plusieurs dossiers stratégiques liés au développement de l'économie nationale, au financement bancaire, à la mobilisation des ressources, ainsi qu'à la réforme du marché financier ».

Dans son discours d'ouverture, le ministre a souligné « l'importance de ces réunions de concertation régulières, qu'il a instaurées depuis plus d'un an, afin de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur bancaire et financier ».



Douanes algériennes : Démantèlement de 178 réseaux de contrebande et de commerce illégal en une semaine

Les services des douanes ont enregistré, durant la période allant du 11 au 17 octobre en cours, 178 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce illégal transfrontalier, au cours desquelles 104 contrevenants ont été appréhendés.

Dans un communiqué, les mêmes services ont précisé que leurs services ont procédé à la saisie de 3 kg de cannabis traité, 114 143 unités de comprimés psychotropes, 71 400 euros, 10 200 dollars, ainsi que 126,26 tonnes de semoule et de farine ont été saisis. De plus, 13 720 litres d'huile de table, 51,57 tonnes de pâtes et 11 678 litres de carburant ont été confisqués.

Des réformes importantes engagées pour faire de l'Algérie une destination incontournable des IDE

Des réformes importantes ont été mises en œuvre par le gouvernement pour créer un climat d'affaires attractif et pour faire de l'Algérie une « destination incontournable » pour les investissements directs étrangers (IDE), a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faid.

M. Faid s'exprimait dans un entretien accordé au magazine bimensuel « Visions d'Algérie », dans lequel il a abordé les principales questions en rapport avec la situation financière et les réformes engagées pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique.

Dans ce contexte, le ministre a fait état d'importants efforts déployés pour atteindre cet objectif, en évoquant « la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes », notamment la numérisation de l'administration des finances et des services publics visant, à simplifier les démarches administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre d'améliorer l'efficacité des services et de renforcer la transparence et la responsabilité.

Ministère des Finances : réunion de coordination sur le financement de l'économie nationale

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé une réunion de coordination réunissant les directeurs généraux des banques publiques et les principaux acteurs du marché financier, afin d'examiner les dossiers liés au financement de l'économie nationale, à la mobilisation des ressources, à la réforme du marché financier, ainsi qu'à la régulation des importations.

Selon un communiqué du ministère, cette rencontre tenue hier mardi au siège du ministère des Finances, s'est déroulée également en présence du représentant de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), le directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), le directeur général du trésor et de la comptabilité, ainsi que des représentants du secteur des douanes, rapporte l'APS.

Dans son discours d'ouverture, le ministre, cité dans le communiqué, a souligné l'importance de ces réunions de concertation régulières, qu'il a instaurées depuis plus d'un an, afin de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur bancaire et financier, tout en précisant que cette réunion rassemble un large panel de participants pour aborder les divers canaux de financement de l'économie et la gestion des opérations de commerce extérieur.

fil D'Algérie

[Des réformes importantes engagées pour faire de l'Algérie une destination des IDE](#)



Des réformes importantes ont été mises en œuvre par le gouvernement pour créer un climat d'affaires attractif et pour faire de l'Algérie une « destination incontournable » pour les investissements directs étrangers (IDE), a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faid.

M. Faid s'exprimait dans un entretien accordé au magazine bimensuel « Visions d'Algérie », dans lequel il a abordé les principales questions en rapport avec la situation financière et les réformes engagées pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique.

Dans ce contexte, le ministre a fait état d'importants efforts déployés pour atteindre cet objectif, en évoquant « la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes », notamment la numérisation de l'administration des finances et des services publics visant, à simplifier les démarches administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre d'améliorer l'efficacité des services et de renforcer la transparence et la responsabilité.



[Des réformes majeures entreprises pour faire de l'Algérie une destination clé des IDE](#)

Le gouvernement a mis en œuvre d'importantes réformes pour créer un climat des affaires attractif et faire de l'Algérie une « destination incontournable » pour les investissements directs étrangers (IDE), a déclaré le ministre des Finances, Laaziz Faid.

M. Faïd s'est exprimé dans une interview au magazine bimensuel « Visions d'Algérie », dans laquelle il a abordé les principales questions liées à la situation financière et aux réformes entreprises pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique.

Dans ce contexte, le ministre a fait état d'efforts importants déployés pour atteindre cet objectif, mentionnant la « mise en œuvre de plusieurs réformes importantes », notamment la digitalisation de l'administration des finances et des services publics visant à simplifier les procédures administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour améliorer l'efficacité des services et renforcer la transparence et la responsabilité.



Ministère des Finances : réunion de coordination sur le financement de l'économie nationale



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion de coordination qui a réuni les directeurs généraux des banques publiques et les principaux acteurs du marché financier, afin d'examiner les questions liées au financement de l'économie nationale, à la mobilisation des ressources, la réforme du marché financier, ainsi que la régulation des importations.

Selon un communiqué du ministère, cette réunion tenue hier mardi au siège du ministère des Finances, s'est également déroulée en présence du représentant de la Cellule de traitement de l'information financière (CTRF), le directeur général des Investissements nationaux. . (FNI), le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité, ainsi que des représentants du secteur douanier.

Boubekeur Sellami, fiscaliste : «Pas touche à l'IRG !»

Il a appelé à une réforme incluant l'élargissement de l'assiette fiscale, tout en agissant sur l'IFU, afin d'élever les recettes globales.

L'impôt sur le revenu global, un impôt direct qui s'applique aux revenus et profits des personnes physiques, soit le fameux IRG, suscite le débat au sein de la communauté des fiscalistes, dont l'un des représentants, Boubekeur Sellami, a longuement abondé sur ce sujet, à la faveur d'une intervention dans l'émission matinale «L'Invité du jour» de la Radio nationale Alger Chaîne 3. Convié à décortiquer les nouvelles dispositions incluses dans le projet de loi de finances (PLF-2025) lesquelles avaient été, dimanche dernier, au centre d'une séance d'audition de la directrice des impôts, Amel Abdellatif, devant la commission des finances et du budget du Sénat.

Interpellé sur la probable révision de l'IRG, Sellami a tout de go fait savoir qu'«il était difficile de revoir l'IRG à la baisse. «Plutôt que la baisse de l'IRG, il devient urgent d'élever le pouvoir d'achat du citoyen et de rehausser la fiscalité des autres activités, notamment l'Impôt forfaitaire unique, ou IFU» a-t-il recommandé, appelant donc à une hausse des salaires plutôt que de triturer l'IRG.

Le Conseil de la nation planche sur le Projet de loi de finances 2025 **«Ses visées politiques sont d'une importance exceptionnelle»**

Ce texte est une traduction des grands chantiers promis par le président Abdelmadjid Tebboune.

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a présidé, hier, une réunion du Bureau du Conseil, élargi aux présidents des groupes parlementaires et au Questeur. Cette réunion a été consacrée à l'examen de l'agenda des travaux du Conseil de la nation pour la période à venir, ainsi qu'à l'étude des propositions des programmes de travail des commissions permanentes pour l'année 2024-2025. Il a également été question de l'état des questions orales et écrites déposées au niveau du Bureau, ainsi que des progrès réalisés dans le projet de révision du règlement intérieur du Conseil de la nation.

Au début de la réunion, le Bureau du Conseil élargi a salué les orientations et les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, émis lors du dernier Conseil des ministres. Ces directives, ayant un lien direct avec la vie quotidienne des citoyens et la préservation de leur pouvoir d'achat, insistent sur la protection des prix de toute augmentation illicite et l'application de la loi dans ce cadre.

[Son dernier rapport sur l'économie algérienne est très positif](#)

[Les projections optimistes du FMI](#)

C'est le quatrième rapport d'affilée favorable à l'Algérie. Le FMI constate une nette progression des indices économiques et financiers de l'Algérie.

Une tendance soutenue à la décélération est projetée par le Fonds monétaire international pour l'exercice 2024 après avoir frôlé des pics de près de 10% en 2022 et 2023.

D'après les prévisions du FMI, le taux d'inflation en Algérie devrait reculer à 5,3% en 2024, puis à 5,2% en 2025, après avoir atteint de seuil de 9,3% en 2023.

Les nouvelles projections sont rapportées dans le dernier rapport de cette institution financière mondiale, publié avant-hier lors de la tenue des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington, aux États-Unis, auxquelles a pris part le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah-Eddine Taleb.

Ainsi, le FMI révisé ses prévisions sur le rythme de recul de l'inflation par rapport à ses projections rendues publiques dans son rapport de mars dernier sur l'économie algérienne au titre de ses conclusions finales sur les consultations menées en décembre 2023 avec l'Algérie au titre de l'article IV.



[Fiscalité : Le temps pour réforme profonde](#)

L'élargissement de l'assiette fiscale pour améliorer les recettes fiscales qui proviennent principalement des hydrocarbures est le dossier sur lequel travaille le département des Finances. L'objectif est d'augmenter la part de la fiscalité ordinaire, dont l'apport demeure toujours faible, dans les dépenses de l'Etat.

Plusieurs niches fiscales peuvent être exploitées pour trouver d'autres ressources, selon Boubekeur Sellami, expert et consultant fiscal, lequel plaide pour une « réforme profonde de la fiscalité ».

Qualifiant de mesure importante le fait de ne pas instaurer de nouveaux impôts et taxes dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2025, reflétant ainsi l'engagement du président de la République à préserver le pouvoir d'achat, M. Sellami a cependant souligné la nécessité de trouver d'autres moyens pour financer les dépenses publiques. Cela passe par l'élargissement de l'assiette fiscale, sachant que l'apport des recettes de la fiscalité ordinaire reste infime, loin de pouvoir répondre aux dépenses qui enregistrent une augmentation de près de 10 % dans le cadre du PLF 2025. « La fiscalité ordinaire est encore faible », a-t-il indiqué dans sa déclaration

ce mercredi à la Radio nationale, soulignant la nécessité d'élargir l'assiette fiscale, qui est un élément très important.



Nouvelles prévisions du FMI sur l'économie algérienne : Le taux d'inflation tire vers les 5%

Le rythme annuel de l'inflation en Algérie, soit l'indice retraçant l'évolution des prix à la consommation, continue d'évoluer à la baisse ces derniers mois, se rapprochant désormais des objectifs ciblés par les pouvoirs publics, à savoir des niveaux maîtrisés dans des limites ne devant pas dépasser les 4 à 5%. C'est du moins ce que confirment les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), telles qu'intégrées à son dernier rapport sur l'évolution de l'économie mondiale, rendu public hier à l'occasion de la tenue des assemblées annuelles du Fonds et de la Banque mondiale à Washington, aux Etats-Unis. Ainsi, selon les nouvelles projections de cette institution financière internationale, le taux d'inflation en Algérie devrait reculer à 5,3% cette année, puis à 5,2% l'année prochaine, après avoir culminé à un niveau record de 9,3% en 2023.

Le FMI, qui table également sur un taux de croissance de 3,8% pour l'économie algérienne en 2024, améliore ainsi ses prévisions quant au rythme de décélération de l'inflation en Algérie, comparativement à ses anticipations de mars dernier, où il avait déjà pronostiqué un recul soutenu des pressions inflationnistes à partir de l'année en cours pour s'établir à des niveaux de 7,6% en 2024, 6,4% l'année prochaine, 6,1% en 2026, 5,5% en 2027, puis 5,2% et 5% en 2028 et 2029, sous l'effet notamment d'une «baisse des prix des produits alimentaires frais». Dans cet ordre d'idées, convient-il de souligner, les agrégats et cadrages du Projet de loi de finances pour l'exercice à venir (PLF 2025) indiquent que l'inflation globale est restée «maîtrisable au cours des six premiers mois de 2024, affichant un taux moyen de 4,06%, contre 9,74% à la même période de l'année 2023».

إصلاحات هامة لجعل الجزائر وجهة لا غنى عنها للاستثمارات الأجنبية المباشرة



أكد وزير المالية, لعزیز فايد, أن الحكومة باشرت إصلاحات هامة لخلق مناخ أعمال جذاب وجعل الجزائر "وجهة لا غنى عنها" للاستثمارات الأجنبية المباشرة.

وجاء تصريح الوزير خلال حوار أجراه مع مجلة "رؤى الجزائر" نصف الشهرية, حيث تطرق إلى القضايا الرئيسية المتعلقة بالوضع المالي والإصلاحات التي أجريت لتمكين البلاد من تحقيق طموحاتها في التنمية الاقتصادية.

وفي هذا السياق, أشار الوزير إلى الجهود الكبيرة المبذولة لتحقيق هذا الهدف, حيث تطرق إلى "تنفيذ عدة إصلاحات هامة", لا سيما رقمنة إدارة المالية والخدمات العمومية الرامية إلى تبسيط الإجراءات الإدارية وتقليل آجال معالجة الملفات بهدف تحسين فعالية الخدمات وتعزيز الشفافية والمسؤولية.



ترأس وزير المالية, لعزیز فايد, اجتماعا تنسيقيا خصص لدراسة ملفات تمويل الاقتصاد الوطني وتعبئة الموارد وإصلاح السوق المالية وتنظيم الاستيراد, حسبما افاد به اليوم الاربعاء بيان للوزارة.

وضم هذا اللقاء الذي جرى أمس الثلاثاء بمقر الوزارة, المديرين العامین للبنوك العمومية والفاعلين الأساسيين في السوق المالية, وكذا ممثل خلية معالجة الاستعلام المالي, والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار والمدير العام للخزينة والمحاسبة, بالإضافة إلى ممثلين عن قطاع الجمارك.

وفي كلمته الافتتاحية, شدد الوزير -حسب البيان- على أهمية هذه الاجتماعات التشاورية الدورية التي يشرف على عقدها منذ عام, بغية تعزيز التنسيق بين شتى الفاعلين في القطاع البنكي والمالي, مؤكدا أن هذا الاجتماع يضم مجموعة واسعة من المشاركين من أجل مناقشة مختلف قنوات تمويل الاقتصاد وتسيير عمليات التجارة الخارجية.

ولفت الوزير إلى أهمية الدور المحوري للبنوك والسوق المالية والصندوق الوطني للاستثمار والخزينة والمديرية العامة للجمارك, إلى جانب خلية معالجة الاستعلام المالي في هذه الديناميكية, مشددا على ضرورة رفع مستوى الوعي بالمخاطر المتعلقة بعمليات التجارة الخارجية.



بورصة الجزائر بإمكانها ان تكون وسيلة لتمويل الإقتصاد وتحقيق الشمول المالي

أكد المدير العام لبورصة الجزائر يزيد بن ميهوب, اليوم الأربعاء بوهراڻ, أن بورصة الجزائر بإمكانها أن تكون وسيلة لتمويل الإقتصاد الوطني وأن تلعب دورا محوريا في تحقيق أهداف الشمول المالي.

وذكر السيد بن ميهوب للصحافة, على هامش يوم علمي نظّمته المدرسة العليا للاقتصاد لوهران بالتعاون مع شركة التأمين "ناتيكسيس الجزائر" تحت عنوان "الشمول المالي والتكنولوجيا المالية والأمن السيبراني التحديات والفرص الجديدة للبنوك

الجزائرية"، أن البورصة ملك للبنوك والمؤسسات وعموم المستثمرين، وهي متممة للتمويل الكلاسيكي، وتعنى بتخفيف الضغط عن المنظومة البنكية عبر مختلف صناديق الاستثمار التي تمكن الشركات من حوكمة جديدة تؤهلها لدخول سوق المعاملات.

وأشار الى أن السلطات العمومية بدأت في إدراج بعض صيغ التمويل الجديدة على غرار الصيرفة الإسلامية مع إعطائها أهمية أكبر للتمويل عبر السوق حيث عرفت سنة 2024 "دخول أول بنك عمومي لبورصة الجزائر و هو القرض الشعبي الجزائري وهذا بدفع قوي من رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون مع انتظار دخول أيضا بنك التنمية المحلية خلال الأشهر القادمة ليصبح عدد المؤسسات المدرجة في البورصة سبع".



أكد ضرورة تعبئة الموارد الموجودة خارج الدائرة الرسمية.. فايد:

2025.. معركة ضد السوق الموازية

- توسيع الشمول الاقتصادي والمالي واستقطاب الأموال المدخرة
- دور استشاري للبنوك في مرافقة أصحاب المشاريع لبلوغ الأهداف
- إصلاح السوق المالية بزيادة الشفافية والجاذبية للاستثمارات
- دراسة لتبسيط استيراد المواد الأولية وإدراج بنك التنمية الريفية وغازي بالبورصة



أكد وزير المالية لعزیز فايد، بأن سنة 2025 ستشكّل مرحلة مفصلية للاقتصاد الوطني، في إطار الإصلاحات الهيكلية التي أطلقها رئيس الجمهورية، متوقّعا أن يشهد هذا العام تقدّما كبيرا في الأداء الاقتصادي وتحسين التحصيل في الضرائب وأملاك الدولة والجمارك والموارد المصرفية.

درس اجتماع تنسيقي ترأسه فايد أول أمس، بمقر وزارة المالية، بحضور المديرين العامين للبنوك العمومية، ممثل خلية معالجة المعلومات المالية والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار، وكذلك المدير العام للخزينة والمحاسبة وممثلين عن قطاع الجمارك، عديد القضايا الاستراتيجية المرتبطة بتنمية الاقتصاد الوطني، والتمويل البنكي، وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية.

وأوضح بيان أصدرته وزارة المالية، أمس، أن الاجتماع ناقش أربعة محاور رئيسية، تمثلت أولا في "التمويل البنكي للاقتصاد وتحصيل الموارد"، حيث قدّم كل بنك جردا لجهوده في تمويل الاقتصاد وتعبئة الموارد، خاصة تلك الناتجة عن الادخار خارج القنوات الرسمية.

في هذا الصدد، شدّد الوزير على ضرورة تعبئة جميع المجالات المحتملة، مع التأكيد على أهمية تعزيز المعركة ضد السوق الموازية وتوسيع الشمول الاقتصادي والمالي، حاثا البنوك على تكثيف جهودها لتعبئة الموارد، خاصة تلك الموجودة خارج الدائرة الرسمية. كما دعا الوزير البنوك إلى القيام بدور استشاري مع المستثمرين، مؤكدا على أهمية مرافقة أصحاب المشاريع لتحقيق أهدافهم، معتبرا أنه لا بد من التعلّم من تجارب الماضي وإيجاد حلول مبتكرة لجذب الاستثمارات اللازمة لتجسيد الأهداف المرسومة في القطاعات الاقتصادية المختلفة.



ترأس اجتماعا حول تمويل الاقتصاد وإصلاح السوق.. فايد:

تعزيز التنسيق بين شتى الفاعلين في القطاع البنكي والمالي

ترأس وزير المالية لعزیز فايد، اجتماعا تنسيقيا خصص لدراسة ملفات تمويل الاقتصاد الوطني وتعبئة الموارد وإصلاح السوق المالية وتنظيم الاستيراد، بحسب ما أفاد، أمس الأربعاء، بيان للوزارة.

ضم اللقاء، الذي جرى الثلاثاء بمقر الوزارة، المديرين العامين للبنوك العمومية والفاعلين الأساسيين في السوق المالية، وكذا ممثل خلية معالجة الاستعلام المالي، والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار والمدير العام للخزينة والمحاسبة، بالإضافة إلى ممثلين عن قطاع الجمارك.

وفي كلمته الافتتاحية، شدّد الوزير -بحسب البيان- على أهمية هذه الاجتماعات التشاورية الدورية، التي يشرف على عقدها منذ عام، بغية تعزيز التنسيق بين شتى الفاعلين في القطاع البنكي والمالي، مؤكدا أن هذا الاجتماع يضم مجموعة واسعة من المشاركين من أجل مناقشة مختلف قنوات تمويل الاقتصاد وتسيير عمليات التجارة الخارجية.

ولفت الوزير إلى أهمية الدور المحوري للبنوك والسوق المالية والصندوق الوطني للاستثمار والخزينة والمديرية العامة للجمارك، إلى جانب خلية معالجة الاستعلام المالي في هذه الديناميكية، مشددا على ضرورة رفع مستوى الوعي بالمخاطر المتعلقة بعمليات التجارة الخارجية.

إصلاحات هامة لجعل الجزائر وجهة لا غنى عنها للاستثمارات الأجنبية المباشرة

أكد وزير المالية لعزیز فايد أن الحكومة باشرت إصلاحات هامة لخلق مناخ أعمال جذاب وجعل الجزائر "وجهة لا غنى عنها" للاستثمارات الأجنبية المباشرة.

وجاء تصريح الوزير خلال حوار أجراه مع مجلة "رؤى الجزائر" نصف الشهرية، حيث تطرق إلى القضايا الرئيسية المتعلقة بالوضع المالي والإصلاحات التي أجريت لتمكين البلاد من تحقيق طموحاتها في التنمية الاقتصادية.

وفي هذا السياق، أشار الوزير إلى الجهود الكبيرة المبذولة لتحقيق هذا الهدف، حيث تطرق إلى "تنفيذ عدة إصلاحات هامة"، لا سيما رقمنة إدارة المالية والخدمات العمومية الرامية إلى تبسيط الإجراءات الإدارية وتقليل آجال معالجة الملفات بهدف تحسين فعالية الخدمات وتعزيز الشفافية والمسؤولية.

واستطرد يقول "نطمح إلى جعل الجزائر وجهة لا غنى عنها للاستثمارات الأجنبية المباشرة، مع بناء اقتصاد متين ومتنوع"، مشيراً إلى الإجراءات الأخرى التي تم اتخاذها في هذا الإطار.



مشروع قانون المالية 2025: مقارنة اجتماعية لتعزيز الأهداف الاقتصادية

أكد أستاذ العلوم الاقتصادية بجامعة الجزائر، الهواري تيغريسي، الأربعاء، أن مشروع قانون المالية لسنة 2025 يتبنى مقاربة اجتماعية تهدف إلى تعزيز الأهداف الاقتصادية للدولة.

وأوضح تيغريسي خلال نزوله ضيفا في برنامج "ضيف الصباح" على القناة الإذاعية الأولى، أن الجانب الاجتماعي في المشروع يهدف إلى دعم القدرة الشرائية للمواطنين من خلال إشراكهم في مختلف الأنشطة والمشاريع الاقتصادية.

وأشار إلى وجود تدابير وتحفيزات مالية تتماشى مع هذه الرؤية، حيث يتوقع أن تشهد البلاد زيادة ملحوظة في نسب النمو الاقتصادي، مثل نمو قطاع الفلاحة بنسبة 4.4%، والاستثمارات الكبرى والبناء والأشغال العمومية بنسبة 4.3%، وقطاع الخدمات بنسبة 5.3%.

وفي سياق متصل، أشار تيغريسي إلى وجود إرادة سياسية قوية لتحسين مناخ الاستثمار في الجزائر، مما يسهل تجسيد المشاريع الاستثمارية بمعدلات نمو متزايدة.

5.84 تريليون دينار إجمالى الأجر فى مشروع ميزانية 2025

أعلن المدير العام للميزانية، الحاج عمرى، الثلاثاء، أن مشروع قانون المالية لعام 2025 يتضمن زيادة فى إجمالى الأجر يصل إلى 5.84 تريليون دينار، منها 1276 مليار دج للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإدارى، أى ما يمثل 34.79% من ميزانية الدولة، وزيادة بنسبة 10.8% مقارنة بالعام الجارى.

وحسب وكالة الأنباء الجزائرية، أكد عمرى خلال جلسة استماع أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبى الوطنى، أن الميزانية تسعى لتعزىز المشاريع الهيكلية الكبرى وتحسين القدرة الشرائية للمواطنين، وضمان الأمن الغذائى.

وأوضح عمرى أن الميزانية تهدف إلى دعم المشاريع الهيكلية الكبرى وتحسين القدرة الشرائية للمواطنين، مع ضمان الأمن الغذائى. كما ستتضمن تخصيص 348 مليار دج للحبوب و100 مليار دج للحليب، بالإضافة إلى فتح 69,525 منصب مالى، مما يرفع إجمالى المناصب إلى 2.755 مليون.

مديروها ملزمون بتقارير دورية حول الأموال المسترجعة من السوق السوداء

7 تعليمات صارمة لمديري البنوك العمومية

وجّه وزير المالية، لعزىز فايد، 7 تعليمات صارمة لمديري البنوك العمومية يحثهم من خلالها على بذل المزيد من الجهود لاسترجاع الأموال النائمة فى السوق السوداء وتقديم حصيلة دقيقة ودورية بخصوصها أمامه فى اجتماعات تُعقد فى كل مرة، وأن لا تتعلّق هذه الأموال بالتحويلات ما بين البنوك، وإنما تكون حصيلة لـ"إقناع المواطنين والمتعاملين بالعروض والخدمات البنكية والثقة بها".

وترتبط التعلّمة الثانية بتسهيل استيراد المواد الأولية ومنع أى عرقلة لها، وهذا استجابة لتوجيهات رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، فى مجلس الوزراء الأخير، الذى أكد من خلاله أن الدولة تمنع الاستيراد فى حالات خاصة جداً، تتعلّق بحماية المنتج الوطنى والموارد بالعملة الصعبة وتتيحه فى ما عدا ذلك، لاسيما حينما يرتبط الأمر بالمواد الأولية الموجهة للتصنيع.

أما التعلّمة الثالثة، فتتعلّق بالدرجة الأولى بتسهيل عملية تموين السوق، فى حين ترتبط التعلّمة الرابعة بمرافقة المستثمرين وأصحاب المشاريع وتقديم كل التسهيلات لهم لنجاح استثماراتهم وهو ما يندرج فى صلب برنامج رئيس الجمهورية.

إصلاح سوق المالية وتنظيم الاستيراد محاور نقاش وزير المالية مع الفاعلين في القطاع

ترأس وزير المالية لعزیز فايد، بمقر الوزارة، اجتماعا تنسيقيا خصص لدراسة ملفات تمويل الاقتصاد الوطني وتعبئة الموارد وإصلاح السوق المالية وتنظيم الاستيراد.

الوزير وخلال كلمة ألقاها، حسب بيان الوزارة، شدد أهمية الاجتماعات التشاورية الدورية التي يشرف على عقدها منذ عام، والتي من شأنها تعزيز التنسيق بين شتى الفاعلين في القطاع البنكي والمالي، مؤكدا أن هذا الاجتماع يضم مجموعة واسعة من المشاركين من أجل مناقشة مختلف قنوات تمويل الاقتصاد وتسيير عمليات التجارة الخارجية.

كما ذكر الوزير أهمية الدور المحوري للبنوك والسوق المالية والصندوق الوطني للاستثمار والخزينة والمديرية العامة للجمارك، إلى جانب خلية معالجة الاستعلام المالي في هذه الديناميكية، مشددا على ضرورة رفع مستوى الوعي بالمخاطر المتعلقة بعمليات التجارة الخارجية.

اللقاء حضره المديرين العامين للبنوك العمومية والفاعلين الأساسيين في السوق المالية، وكذا ممثل خلية معالجة الاستعلام المالي، والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار والمدير العام للخزينة والمحاسبة، بالإضافة إلى ممثلين عن قطاع الجمارك.



اجتماع تنسيقي حول تمويل الاقتصاد وإصلاح السوق المالية وتنظيم الاستيراد

رأس وزير المالية لعزیز فايد بمقر وزارة المالية، اجتماعا تنسيقيا ضم المديرين العامين للبنوك العمومية، والفاعلين الأساسيين في السوق المالية، وكذا ممثل خلية معالجة الاستعلام المالي، والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار والمدير العام للخزينة والمحاسبة، بالإضافة إلى ممثلين عن قطاع الجمارك.

□ ويهدف هذا اللقاء إلى دراسة العديد من الملفات الإستراتيجية المتعلقة بتنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية. حسب بيان صادر عن وزارة المالية.

وشدد الوزير على أهمية هذه الاجتماعات التشاورية الدورية التي يشرف على عقدها منذ عام، بغية تعزيز التنسيق بين شتى الفاعلين في القطاع البنكي والمالي.

□ كما أكد الوزير على أن هذا الاجتماع يضم مجموعة واسعة من المشاركين من أجل مناقشة مختلف قنوات تمويل الاقتصاد وتسيير عمليات التجارة الخارجية.

وتؤدي كل من البنوك والسوق المالية والصندوق الوطني للاستثمار والخزينة والمديرية العامة للجمارك، إلى جانب مشاركة خلية معالجة الاستعلام المالي دورا محوريا في هذه الديناميكية. ويشكل رفع مستوى الوعي بالمخاطر المتعلقة بعمليات التجارة الخارجية، لاسيما تلك التي يمكن أن تكون محل تصريحات المعاملات المشبوهة واحدا من المواضيع ذات الأولوية

الحكومة تباشر إصلاحات هامة

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أن الحكومة باشرت إصلاحات هامة لخلق مناخ أعمال جذاب وجعل الجزائر، وجهة لا غنى عنها” للاستثمارات الأجنبية المباشرة.

وجاء تصريح الوزير خلال حوار أجراه مع مجلة “رؤى الجزائر” نصف الشهرية، حيث تطرق إلى القضايا الرئيسية المتعلقة بالوضع المالي والإصلاحات التي أجريت لتمكين البلاد من تحقيق طموحاتها في التنمية الاقتصادية.

وفي هذا السياق، أشار الوزير إلى الجهود الكبيرة المبذولة لتحقيق هذا الهدف، حيث تطرق إلى “تنفيذ عدة إصلاحات هامة”، لا سيما رقمنة إدارة المالية والخدمات العمومية الرامية إلى تبسيط الإجراءات الإدارية وتقليل آجال معالجة الملفات بهدف تحسين فعالية الخدمات وتعزيز الشفافية والمسؤولية.

واستطرد يقول “نطمح إلى جعل الجزائر وجهة لا غنى عنها للاستثمارات الأجنبية المباشرة، مع بناء اقتصاد متين ومتنوع”، مشيراً إلى الإجراءات الأخرى التي تم اتخاذها في هذا الإطار.

وتشمل هذه الإجراءات إنشاء الشباك الوحيد للمستثمرين، وتقديم تسهيلات للوصول إلى المعلومات والخدمات اللازمة لإطلاق الأنشطة وتطويرها في الجزائر.

لعزیز فايد يترأس اجتماعا تنسيقيا لتمويل الاقتصاد الوطني وإصلاح السوق المالية

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اجتماعا تنسيقيا هاما تطرق الى عدة ملفات منها تنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية.

وفي هذا الصدد افاد بيان لوزارة المالية ، ان اللقاء ضم المديرين العامين للبنوك العمومية، والفاعلين الأساسيين في السوق المالية، وكذا ممثل خلية معالجة الاستعلام المالي، والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار والمدير العام للخزينة والمحاسبة، بالإضافة إلى ممثلين عن قطاع الجمارك.

ملفات استراتيجية على طاولة اجتماع وزير المالية

ويهدف هذا اللقاء حسب اللبان ذاته ، إلى دراسة العديد من الملفات الإستراتيجية المتعلقة بتنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية.

وفي كلمته الافتتاحية، شدد لعزیز الفايد على أهمية هذه الاجتماعات التشاورية الدورية التي يشرف على عقدها منذ عام، بغية تعزيز التنسيق بين شتى الفاعلين في القطاع البنكي والمالي.

وزير المالية يدعو الى فعالية اكبر في استخدام القرض البنكي لفائدة المؤسسات

شدد وزير المالية لعزیز فايد، البنوك على استخدام أكثر فعالية للقرض البنكي ، و تكثيف جهودها لأجل دعم أمثل للمؤسسات، خاصة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

وجاءت دعوة وزير المالية خلال ترأسه لعزیز فايد، بمقر وزارة المالية، لاجتماع تنسيقيا هام تطرق الى عدة ملفات منها تنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية.

التمويل البنكي للاقتصاد وتحصيل الموارد

وبشان التمويل البنكي للاقتصاد وتحصيل الموارد، افاد بيان لوزارة المالية ، ان كل بنك عرض حوصلة حول جهود تمويل الاقتصاد وتعبئة الموارد، خاصة تلك الناتجة عن مدخرات خارج الأطر الرسمية.

وزارة المالية تدرس إدراج بنك التنمية المحلية وشركة جيزي في البورصة

استعرض اجتماع تنسيقيا هام ترأسه وزير المالية لعزیز فايد، مدى التقدم المحرز في عمليات إدراج بنك التنمية المحلية وشركة جيزي في البورصة.

وفي هذا الصدد ، افاد بيان لوزارة المالية ، ان الاجتماع التنسيقيا الهام الذي ترأسه لعزیز فايد، تطرق الى عدة ملفات منها تنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية.

وبشان إصلاح السوق المالية، قال بيان وزارة المالية ، ان الاجتماع سمح باستعراض مدى التقدم المحرز في عمليات إدراج بنك التنمية المحلية وشركة جيزي في البورصة.

وزير المالية يدعو الى فعالية اكبر في استخدام القرض البنكي لفائدة المؤسسات

شدد وزير المالية لعزیز فايد، البنوك على استخدام أكثر فعالية للقرض البنكي ، و تكثيف جهودها لأجل دعم أمثل للمؤسسات، خاصة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

وجاءت دعوة وزير المالية خلال ترأسه لعزیز فايد، بمقر وزارة المالية، لاجتماع تنسيقيا هام تطرق الى عدة ملفات منها تنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية.

مخطط عمل الصندوق الوطني للاستثمار محور اجتماع تنسيقي بوزارة المالية

حث وزير المالية لعزیز فايد على تحسين التنسيق بين الصندوق الوطني للاستثمار والبنوك. وفي السياق افاد بيان لوزارة المالية، ان المدير العام للصندوق الوطني للاستثمار قدم عرض حال حول مدى تقدم مخطط العمل الخاص بتمويل المشاريع الهيكلية الموجهة لإنعاش الاقتصاد. وجاء العرض خلال الاجتماع التنسيقي الهام، الذي ترأسه لعزیز فايد بمقر وزارة المالية. وفي هذا الصدد افاد بيان صادر عن الوزارة ان الاجتماع تطرق الى عدة ملفات منها تنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية.

فايد يشدد على تأطير استيراد المواد الأولية

شدد وزير المالية لعزیز الفايد على أهمية تأمين تمويل السوق وحماية احتياطي الصرف في نفس الوقت. وجاءت توجيهات وزير المالية اثناء الاجتماع التنسيقي الهام الذي ترأسه لعزیز فايد، وتطرق الى عدة ملفات منها تنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد، فضلا عن إصلاح السوق المالية. اجراءات لمواجهة التحديات المتعلقة بالاستيراد وفي هذا الصدد افاد بيان لوزارة المالية ، انه في إطار مواجهة التحديات المتعلقة بالاستيراد، و تنفيذًا لتعليمات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، شدد وزير المالية لعزیز الفايد على أهمية تأمين تمويل السوق من جهة ، وحماية احتياطي الصرف من جهة أخرى.

وزارة المالية: اجتماع تنسيقي حول تمويل الاقتصاد وإصلاح السوق المالية وتنظيم الاستيراد

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اجتماعا تنسيقيا خصص لدراسة ملفات تمويل الاقتصاد الوطني وتعبئة الموارد وإصلاح السوق المالية وتنظيم الاستيراد، حسبما افاد به هذا الاربعاء بيان للوزارة. وضم هذا اللقاء الذي جرى أمس الثلاثاء بمقر الوزارة، المديرين العاميين للبنوك العمومية والفاعلين الأساسيين في السوق المالية، وكذا ممثل خلية معالجة الاستعلام المالي، والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار والمدير العام للخزينة والمحاسبة، بالإضافة إلى ممثلين عن قطاع الجمارك.

اجتماع تنسيقي برئاسة فايد حول تمويل الاقتصاد وإصلاح السوق المالية وتنظيم الاستيراد

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الأربعاء، اجتماعا تنسيقيا خصص لدراسة العديد من الملفات الاستراتيجية المتعلقة بتنمية الاقتصاد الوطني والتمويل البنكي وتعبئة الموارد. فضلا عن إصلاح السوق المالية.

وحضر هذا اللقاء المدير العام للبنوك العمومية، والفاعلون الأساسيون في السوق المالية. وكذا ممثل خلية معالجة الاستعلام المالي، والمدير العام للصندوق الوطني للاستثمار والمدير العام للخزينة والمحاسبة. بالإضافة إلى ممثلين عن قطاع الجمارك.

وشدد الوزير في الاجتماع على أهمية هذه الاجتماعات التشاورية الدورية التي يشرف على عقدها منذ عام.

كما أكد أن هذا الاجتماع يضم مجموعة واسعة من المشاركين من أجل مناقشة مختلف قنوات تمويل الاقتصاد وتسيير عمليات التجارة الخارجية.

وتؤدي كل من البنوك والسوق المالية والصندوق الوطني للاستثمار والخزينة والمديرية العامة للجمارك إلى جانب مشاركة خلية معالجة الاستعلام المالي، دورا محوريا في هذه الديناميكية.

RÉUNION DE COORDINATION SUR LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Faid exige la mobilisation de «toutes les niches potentielles»

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé une réunion de coordination réunissant les directeurs généraux des banques publiques et les principaux acteurs du marché financier, afin d'examiner

les dossiers liés au financement de l'économie nationale, à la mobilisation des ressources, à la réforme du marché financier, ainsi qu'à la régulation des importations. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre tenue mardi au siège du ministère des Finances, s'est déroulée également en présence du représentant de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), le directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), le directeur général du trésor et de la comptabilité, ainsi que des représentants du secteur des douanes. Dans son discours d'ouverture, le ministre, cité dans le communiqué, a souligné l'importance de ces réunions de concertation régulières, qu'il a instaurées depuis plus d'un an, afin de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur bancaire et financier, tout en précisant que cette réunion rassemble un large panel de participants pour aborder les divers canaux de financement de l'économie et la gestion des opérations de commerce extérieur. Les banques,

le marché financier, le FNI, le Trésor et la direction générale des Douanes, avec la participation de la CTRF, jouent un «rôle central» dans cette dynamique, indique le ministre mettant l'accent sur l'importance de la sensibilisation aux risques liés aux opérations de commerce extérieur. Les principaux axes abordés durant cette réunion incluaient le financement bancaire de l'économie et la collecte des ressources, où chaque banque a présenté un état des lieux de ses efforts de financement de l'économie et de mobilisation des ressources, notamment celles issues de l'épargne en dehors des circuits officiels.

Dans ce cadre, M. Faid a insisté sur la nécessité de mobiliser toutes les niches potentielles, tout en soulignant l'importance d'une lutte renforcée contre le marché informel et de l'élargissement de l'inclusion économique et financière. Il a exhorté les banques à intensifier leurs efforts pour la mobilisation des ressources notamment celles thésaurisées en dehors du circuit officiel. De plus, le ministre a invité les banques à jouer un rôle de conseil auprès des investisseurs, soulignant l'importance d'accompagner les porteurs de projets dans la réalisation de leurs objectifs. Il a expliqué qu'il est impératif de tirer des leçons des expériences passées et de trouver des solu-

tions novatrices pour attirer les investissements nécessaires à la réalisation des objectifs fixés dans les différents secteurs économiques. La réforme du marché financier a été également abordée lors de cette réunion qui a permis de faire le point sur l'avancement des opérations d'introduction en Bourse de la Banque de développement local (BDL) et de Djerzy. A cet effet, le ministre a mis en avant l'importance de ces initiatives pour accroître la transparence et l'attractivité du marché financier.

ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE ET L'ATTRACTIVITÉ DU MARCHÉ FINANCIER

Il a de même réaffirmé que la diversification des sources de financement de l'économie, à travers le renforcement du crédit bancaire et l'élargissement du marché financier, est une «priorité stratégique». Lors de cette réunion, le directeur général du Fonds national d'investissement (FNI) a présenté l'état d'avancement du plan d'action pour le financement de projets structurants destinés à relancer l'économie. A ce propos, le ministre a demandé la mise en place de groupes de travail pour améliorer la coordination entre le FNI et les banques, afin de maximiser l'impact des investissements sur la croissance

économique, selon le communiqué. Concernant l'encadrement des importations de matières premières et face aux défis liés aux importations, et en exécution des instructions du président de la République, le ministre a demandé l'élaboration d'une réflexion approfondie pour améliorer la régulation et fluidifier les opérations d'importation des matières premières essentielles à la production nationale. Il a également insisté sur l'importance de sécuriser les approvisionnements tout en protégeant les réserves de change. Cette réunion s'est poursuivie avec des interventions concises de chacun des participants, et des propositions visant à renforcer les mécanismes de financement de l'économie et à améliorer la gouvernance du secteur financier. En conclusion, le ministre a rappelé que l'année 2025 marquera une «étape charnière pour l'économie nationale, dans le cadre des réformes structurelles initiées par le programme du président de la République». «Cette année devrait voir des progrès significatifs en matière de performance économique et d'optimisation de la collecte des ressources fiscales, domaniales, douanières et bancaires», a souligné le ministre. **R. P.**

LE MINISTRE DES FINANCES :

« Des réformes importantes engagées pour faire de l'Algérie une destination incontournable des IDE »

Des réformes importantes ont été mises en œuvre par le gouvernement pour créer un climat d'affaires attractif et pour faire de l'Algérie une "destination incontournable" pour les investissements directs étrangers (IDE), a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faid. Faid s'exprimait dans un entretien accordé au magazine bimensuel "Visions d'Algérie", dans lequel il a abordé les principales questions en rapport avec la situation financière et les réformes engagées pour permettre au pays de réaliser ses ambitions de développement économique. Dans ce contexte, le ministre a fait état d'importants efforts déployés pour atteindre cet objectif, en évoquant "la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes", notamment la numérisation de l'administration des finances et des services publics visant, à simplifier les démarches administratives et à réduire les délais de traitement des dossiers pour permettre d'améliorer l'efficacité des services et de renforcer la transparence et la responsabilité. "Nous aspi-

rons à positionner l'Algérie comme une destination incontournable pour les investissements directs étrangers (IDE), tout en bâtissant une économie résiliente et diversifiée", a-t-il souligné, énumérant d'autres actions entreprises dans ce cadre. Il s'agit notamment de la création de guichets uniques pour les investisseurs, des facilités pour l'accès à l'information et aux services nécessaires pour lancer et développer des activités en Algérie. M. Faid a soutenu que "des progrès significatifs ont déjà été réalisés dans ce domaine sous la direction éclairée du président de la République". A ce propos, il a relevé des efforts considérables déployés pour promouvoir la transformation numérique dans tous les secteurs, notamment dans le secteur des Douanes, citant le lancement du système d'information des douanes ALCES qui a permis, a-t-il fait savoir, "d'améliorer les performances de l'administration douanière et de réduire les délais de traitement des transactions". Ces efforts constituent, a-t-il relevé, "un pas important vers l'opti-

sation du service public et la simplification des démarches administratives; ce qui est crucial pour encourager les investissements". Aussi, il a assuré que "le Gouvernement veille continuellement à ce que les travaux relatifs à l'interopérabilité et à la transformation numérique dans l'ensemble du secteur financier soient finalisés et opérationnels, avec la promotion et la généralisation des moyens de paiement électronique qui sont des outils essentiels pour faciliter les transactions et attirer les investisseurs". "Nous sommes convaincus que ces efforts, combinés à la mise en œuvre de réformes structurelles, contribueront à créer un climat d'investissement plus attractif et stimuler l'arrivée de nouveaux investisseurs", a-t-il encore soutenu. Répondant à une question sur l'état d'évolution du processus de diversification économique, M. Faid a rassuré que "des progrès significatifs ont été réalisés dans ce domaine". Dans ce sens, il a mis en avant la position solide de l'économie algérienne soutenue par une activité entrepreneuriale

dynamique et des investissements prometteurs dans divers secteurs particulièrement dans le secteur agricole. Outre les performances du cadre macroéconomique stables et avec des projections de croissance positives, le ministre a estimé que les réformes mises en œuvre, ces dernières années, sont multiples et touchent plusieurs aspects clés de l'économie, telles que la revue du cadre budgétaire, la numérisation de l'administration des finances et des initiatives visant à améliorer le climat des affaires, et la facilitation des procédures de marchés publics dans l'optique de soutenir la création de valeur ajoutée. "En résumé, nous sommes sur la bonne voie pour diversifier notre économie, réduire notre dépendance des ressources pétrolières et bâtir une économie plus résiliente et durable", a-t-il fait observer en rappelant les réformes structurelles profondes du système bancaire visant à moderniser ce secteur pour qu'il puisse s'adapter aux évolutions technologiques actuelles et futures.

APS

MENÉES PAR LA BEA ET LA BNA

7 banques algériennes dans le Top 100 africain

Le tout dernier classement des plus grandes banques d'Afrique, s'il a réservé une part belle à l'Afrique du Nord avec 43 parmi les 100 meilleures banques exerçant sur le continent, il a également révélé une entrée remarquée de certaines banques algériennes aux côtés de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Banque nationale d'Algérie (BNA), habituées des honneurs parmi les plus grandes banques d'Afrique.

Le monde de la finance connaît depuis plusieurs décennies un développement époustouflant en Afrique, notamment depuis la démocratisation des nouvelles technologies et la quasi disparition des frontières induites par les transactions de grande échelle. Un développement, soit dit en passant, inévitable avec l'avènement de la Zone de libre-échange africaine (Zleca). C'est dans ce contexte que, depuis quelques années, le classement des banques d'Afrique n'en finit pas de gagner en audience auprès des professionnels de la finance. «Les banques africaines jouent un rôle de premier plan dans le rapprochement des économies du continent et opèrent de plus en plus au-delà des frontières. Les plus grandes banques continuent d'être gagnantes, à la fois en travaillant dans différentes juri-

sdites lors des trois précédentes années. L'écart entre les deux banques n'est un peu réduit, mais Standard Bank, avec un capital de 12,5 milliards de dollars, est toujours plus importante que sa rivale. Avec 43 banques sur les 100 premières classées, l'Afrique du Nord domine largement la hiérarchie, grâce notamment aux 19 banques égyptiennes.

Quelles places tiennent les banques algériennes dans la hiérarchie africaine ? Le moins que l'on puisse dire c'est que, eu égard à leur jeunesse par rapport aux géants égyptiens, sud-africains et autres nigériens, les banques algériennes ne sont pas mal cotées, à commencer par les deux géants bancaires publics que sont la Banque extérieure d'Algérie (BEA), qui a gardé sa neuvième place, la Banque nationale



Banque extérieure d'Algérie (BEA).

Photo: CW

d'Algérie (BNA), classée onzième, en recul d'un rang par rapport au classement 2023, et le Crédit populaire d'Algérie (CPA), dix-huitième meilleure banque du continent, signant ainsi un beau retour après sa disparition du tableau en 2023, mais classé vingtième en 2022. Avec 3 banques dans le Top 20 africain, les autorités monétaires et financières du pays ont

de quoi afficher le sourire et surtout s'autoriser des jours encore meilleurs lorsque le système monétaire et financier en aura fini avec la refondation engagée avec l'adoption de la nouvelle loi monétaire et bancaire l'année dernière.

Pour regarder le classement des meilleures banques en Afrique, le limite du capital obtenu fluctue selon

les années. Pour l'édition 2024, la 100^e meilleure banque est l'Union internationale des banques de Tunisie avec un capital de 230 millions de dollars. L'année dernière, c'était BNP Paribas El Djazair avec un capital de 226 millions de dollars, tandis qu'en 2022, la 100^e place était occupée par Arab Tunisian Bank avec un capital de 255 millions de dollars. Ainsi, en plus de la BEA, la BNA et du CPA dans le Top 20, l'Algérie a le droit de s'enorgueillir de la 32^e place de la Banque du développement local (BDL) dès son apparition parmi les 100 grandes banques du continent, devant de véritables institutions maghrébines et nord-africaines et autres subsahariennes à l'instar de grandes banques du Nigeria. Viennent ensuite les autres banques actives dans le pays, la filiale algérienne de Société Générale à la 77^e place pour citer son entrée dans le Top 100, tout comme la Gulf Bank Algeria qui fait son apparition à la 90^e place, quatre rangs de mieux que BNP Paribas El Djazair qui, elle, améliore son classement de six rangs, après avoir été classée 100^e meilleure banque d'Afrique.

Azedine Makour

aux nouvelles technologies. Leurs finances saines et leurs réseaux mondiaux garantissent qu'elles sont susceptibles de figurer dans le Top 100 des banques africaines 2024», écrit African Business, la plateforme spécialisée, pour présenter la dernière édition du classement, il y a quelques jours.

Cette année, ce sont les plus grandes banques d'Afrique qui sont les gagnantes du classement des 100 meilleures banques africaines, que des poids lourds qui espèrent dépasser les technologies telles que les cartes de débit pour passer directement à la banque entièrement numérique, explique le média spécialisé. Le premier grand enseignement c'est la confirmation, si besoin est, de l'essor pris par les banques nord-africaines. Dans la hiérarchie, le géant bancaire sud-africain Standard Bank Group a été, comme chaque année, intronisé première banque d'Afrique, tandis que la Banque nationale d'Égypte est de nouveau deuxième,



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger